

YOSHIYUKI SAGARA

Senior Research Fellow at the Asia Pacific Initiative (API) spécialisé dans les politiques de sécurité sanitaire

Michel Kazatchkine, conseiller spécial du Bureau régional de l'OMS pour l'Europe

Je vais maintenant me tourner vers Yoshi pour une perspective géopolitique et géoéconomique.

Yoshiyuki Sagara

Merci pour cette introduction. C'est un immense privilège de participer à la World Policy Conference avec des intervenants aussi renommés.

La prévention est toujours un sujet difficile et délicat pour les décideurs politiques en termes de mobilisation des engagements politiques et des ressources. Ce n'est pas la première fois que le monde met l'accent sur la prévention des pandémies et je crains que nous ne répitions le cycle de panique et d'indifférence. En 2014, après la pandémie d'Ebola, les États-Unis, 40 autres pays et l'OMS ont lancé le Programme mondial de sécurité sanitaire. Rétrospectivement, il y a dix ans, on pensait que les pandémies toucheraient gravement l'Afrique, le Moyen-Orient ou l'Asie, mais pas les pays développés, et, comme nous le savons maintenant, cette hypothèse était complètement fausse. La pandémie de Covid-19 s'est avérée catastrophique, provoquant des crises nationales concernant les vies humaines et les moyens d'existence dans tous les pays. Des millions de vies ont également été perdues dans les pays développés. Pendant la crise du Covid, ce qui avait commencé comme un programme mondial de sécurité sanitaire s'est transformé en un programme national de sécurité sanitaire. Le Covid a déclenché la panique et a incité les experts de la santé mondiale à discuter de la prévention, de la préparation, mais aussi de la réglementation internationale et de l'Accord sur les pandémies. Nous avons obtenu des résultats et en juin 2024, l'Assemblée mondiale de la santé a décidé de modifier le Règlement sanitaire international et de renforcer les capacités nationales essentielles, nécessaires pour protéger la santé publique.

Malgré ces efforts, les dirigeants mondiaux se désintéressent peu à peu des pandémies, la phase d'indifférence a donc déjà commencé. Les experts doivent désormais rappeler aux décideurs politiques que la prévention des pandémies n'est pas seulement une nécessité mondiale, mais aussi une question d'intérêt national. Je pense que pour y parvenir, il est essentiel de mettre en œuvre le programme de prévention des pandémies. J'aimerais mettre en avant deux domaines clés, la surveillance et la couverture de santé universelle (CSU), et partager avec vous quelques expériences du Japon. Vous savez peut-être que 30 % des citoyens japonais ont plus de 65 ans, ce qui fait du Japon une société très vieillissante. Toutefois, malgré le taux de personnes âgées le plus élevé au monde, le taux de décès dus au Covid au Japon était parmi les plus bas des pays du G7 et le deuxième plus bas de l'OCDE. Je pense que la surveillance et la CSU ont joué un rôle essentiel dans ces résultats.

Pour commencer avec la surveillance, des mécanismes de surveillance efficaces pour détecter les agents pathogènes sont essentiels pour se préparer aux futures pandémies. Par exemple, le Japon a détecté son premier cas de Covid-19 le 15 janvier 2020, ce qui était très tôt. En dehors de la Chine, le Japon a été le deuxième pays touché après la Thaïlande et l'une des raisons pour lesquelles le premier cas japonais a été détecté si tôt est l'organisation des Jeux olympiques. Les Jeux olympiques de Tokyo étaient prévus pour 2020 et, à partir de 2019, le Japon a fait appel à un mécanisme de surveillance des maladies infectieuses suspectes. Si les médecins trouvaient des cas suspects, il leur était conseillé de les signaler aux centres de santé locaux et, malgré une capacité limitée en matière de tests PCR, les cas potentiels étaient rapidement orientés grâce aux scanners-CT. Bien que le Japon n'ait pas non plus la capacité de réaliser des tests PCR, il était heureusement préparé et, grâce aux scanners, il existait un mécanisme permettant d'en référer aux centres de santé si les médecins détectaient quelque chose. Je pense donc que cela a fonctionné au Japon.

Deuxièmement, il y a la couverture de santé universelle, CSU, qui garantit à chacun l'accès à la santé dont il a besoin à un coût abordable tout au long de sa vie. Elle comprend les services de santé essentiels, la promotion de la santé, les traitements médicaux et la réadaptation. En bref, un accès facile aux services médicaux peut prévenir la propagation des épidémies et également sauver des vies. J'ai examiné les déclarations communes des principaux sommets de cette année, par exemple le communiqué des dirigeants du G7 dans la région des Pouilles en Italie, la déclaration des dirigeants du G20 de Rio au Brésil, la déclaration de Kazan des BRICS en Russie et le Pacte pour l'avenir convenu lors du Sommet de l'avenir à New York pendant la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies de cette année. Tous ces documents soulignent l'importance de promouvoir la CSU. Il existe donc des engagements politiques en faveur de la couverture de santé universelle et la CSU est le fondement de la capacité nationale de base à sauver des vies.

Cependant, le maintien de la CSU nécessite des investissements importants car des hôpitaux faciles d'accès et des soins abordables exigent beaucoup d'investissements de la part des gouvernements. Par exemple, dans le cas du Japon, ses dépenses de sécurité sociale représentent près de 24 % de son PIB et, compte tenu de la situation sécuritaire, entouré par la Russie, la Corée du Nord et la Chine, le gouvernement japonais vise à augmenter ses dépenses de défense. Cependant, l'objectif est d'environ 2 % du PIB, ce qui signifie que le Japon dépense environ 12 fois plus pour la sécurité sociale que pour la défense. Cela coûte cher et cet investissement nécessite beaucoup d'efforts, mais cela a fonctionné pendant la pandémie de Covid-19. Le Japon partage désormais ses expériences en matière de CSU et, en collaboration avec la Banque mondiale et l'OMS, il est en train de créer un centre de connaissances sur la CSU à Tokyo. J'espère que ces expériences japonaises aideront le monde à avoir de meilleures connaissances et à en tirer des leçons, même des échecs de certains pays.

Comme l'a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, M. Guterres, personne n'est en sécurité tant que chaque personne ne l'est pas. La santé mondiale est essentielle pour protéger nos citoyens et promouvoir la prospérité. Nous devons le rappeler sans cesse aux décideurs politiques et formuler des propositions qui leur soient beaucoup plus pertinentes. Le partage entre les nations de bonnes pratiques et des enseignements tirés pour renforcer les capacités nationales de prévention est essentiel pour se préparer aux futures pandémies. Je pense qu'il est

également essentiel de mettre en œuvre le programme de prévention, notamment par le biais de mécanismes de surveillance robustes et de promotion de la CSU.